



Appel à rejoindre la mobilisation des travailleurs immigrés avec ou sans papier **LE 14 DÉCEMBRE PARTOUT EN FRANCE**



LA SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS NE SURTOUT PAS SUPPRIMER L'AIDE MEDICALE D'ÉTAT

La France, pays des droits de l'homme, revient aujourd'hui sur un droit essentiel, celui du droit à la santé. La première obligation est de respecter l'égalité d'accès aux soins de santé préventifs, thérapeutiques et palliatifs, de toutes les personnes, dont les membres de minorités, les demandeurs d'asile et les immigrants en situation irrégulière.

À l'heure où la COVID revient aux portes de Noël, l'humanité, la fraternité, la solidarité ne sont pas un temps connu de tous et toutes.

Alors qu'une pandémie sans précédent nous a frappés courant 2019-2020, elle a d'ores et déjà été oubliée dans l'intérêt d'une prévention globale et non réservée à une population. Comme si une pandémie pouvait s'arrêter aux frontières !

La CGT rappelle sa position sans ambiguïté qui est de maintenir et de développer l'aide médicale d'Etat, afin de permettre à tous et toutes un accès aux soins dans le respect de la dignité humaine, au-delà de toute appartenance ethnique ou de toute origine.

La santé est une dimension fondamentale de la qualité de vie. Pour y accéder, l'ensemble des droits fondamentaux doivent être garantis.

L'aide médicale d'Etat (AME) a été mise en place en 2000, afin d'assurer l'accès aux soins des personnes en situation irrégulière, vivant en France depuis plus de 3 mois et disposant de faibles ressources.

- Par ailleurs, depuis janvier 2021, un délai de carence de 9 mois a été introduit pour l'accès au panier de soins complet de l'AME.
- Elle permet aujourd'hui la prise en charge des soins médicaux et hospitaliers essentiels dans la limite des tarifs de remboursement de la Sécurité sociale, ce qui pose d'ailleurs un problème d'accès aux spécialistes en ville où se généralisent les dépassements d'honoraires.

L'extrême-droite et la droite alimentent les fantasmes sur l'immigration et demandent la suppression de l'AME en montant en épingle quelques cas d'émigration médicale qui restent un phénomène marginal.

- Les soi-disant abus sont contredits par les chiffres de l'organisation Médecins du Monde qui souligne que 70 % des patients reçus dans ses centres de soins n'avaient aucun droit ouvert en 2020.
- Une enquête d'un service du ministère de la Santé de 2019 indique que seules 10 % des personnes éligibles à l'AME sont venues en France pour des raisons de santé.

L'AME, c'est 1,2 milliard d'euros en 2022 sur un total de 247 milliards, soit 0,4 % !

Il s'agit donc de peu de choses, même si ce montant a augmenté ces dernières années du fait des évolutions géopolitiques récentes.

L'AME est utile en termes de santé publique. La santé est un bien collectif et l'affaire de tous. La crise liée à la COVID-19 nous l'a tragiquement rappelé avec les maladies contagieuses et le constat que la fermeture des frontières que réclament certains n'arrête pas les virus.

Suite à un amendement du Sénat proposant la suppression de l'AME au profit d'une aide ne couvrant que « les soins urgents », plusieurs sociétés médicales ont signé un communiqué commun soulignant que cet amendement est « contraire aux principes des droits humains garantissant un droit à la santé pour tous » et est « un non-sens d'un point de vue économique, les prises en charges tardives hospitalières des pathologies étant particulièrement coûteuses ».

Si cette mesure était adoptée, elle conduirait à limiter l'accès aux soins courants avec un risque d'augmenter le recours aux services d'urgence, voire le renoncement aux soins. C'est-à-dire un non-sens sanitaire et économique... sans parler de la perte du sens de toute humanité.



Contacts / infos rassemblements :



Retrouvez toute l'actualité fédérale sur **www.sante.cgt.fr**

Fédération Santé et Action Sociale - Case 538 - 263 rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX - revendic@sante.cgt.fr - Tel : 01 55 82 87 88